



Organisation des Nations Unies

## Transcription de la conférence de presse « ONE UN » en RDC Mercredi 31 janvier 2018

La conférence de presse des Nations Unies était animée à partir de Kinshasa par Florence Marchal, porte-parole de la MONUSCO et Joseph Mankamba Dibaya, représentant de l'équipe de pays des Nations Unies et, à partir de Goma, par le porte-parole militaire par intérim de la MONUSCO, le Commandant Adil Essherir.

**Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal]** : Bonjour à tous, auditrices et auditeurs de Radio Okapi, journalistes de Kinshasa et Goma, soyez les bienvenus dans cette nouvelle conférence de presse des Nations Unies en République démocratique du Congo.

A mes côtés ici à Kinshasa pour animer cette conférence, Joseph Mankamba, qui représente l'équipe de pays des Nations Unies et, depuis Goma, le porte-parole militaire par intérim de la MONUSCO, le Commandant Adil Esserhir.

En ouverture de cette conférence de presse, je souhaiterais revenir sur une décision de justice rendue la semaine dernière dans une affaire contre des membres de la société civile poursuivis pour avoir organisé une manifestation à Kananga dans la province du Kasai Central le 29 décembre dernier.

N'ayant relevé aucun élément probant d'infraction et invoquant l'article 26 de la Constitution qui garantit la liberté de manifestation publique, le Tribunal de Paix de Kananga a acquitté les 10 personnes poursuivies. De plus, le Tribunal a invoqué l'article 28 de la Constitution qui consacre le droit pour tout individu ou agent public de refuser d'exécuter un ordre manifestement illégal.

La référence par la justice congolaise à ces deux articles de la Constitution, les articles 26 et 28, rappelle le rôle important que doit jouer une justice indépendante dans la garantie des libertés fondamentales, comme celles d'exprimer librement ses opinions et de manifester de façon pacifique.

Cela nous ramène à la mise en œuvre intégrale de l'Accord de la Saint-Sylvestre qui reste aux yeux des Nations Unies la seule voie viable vers la tenue des élections, le transfert pacifique du pouvoir et la consolidation de la stabilité en République démocratique du Congo. Un accord qui prévoit notamment des mesures de décrispation ainsi que le respect des droits et libertés fondamentales.

Attardons nous maintenant quelques instants sur les violations commises contre les enfants en République démocratique du Congo.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org) ; tél +243 81 70612 13



## Organisation des Nations Unies

En 2017, la MONUSCO a enregistré 3 823 cas de violations graves des droits des enfants dans le contexte du conflit armé, soit une augmentation de 66 % par rapport à 2016.

Chaque jour des enfants sont tués, mutilés, enlevés, enrôlés dans des groupes armés, utilisés comme boucliers humains, porteurs, espions ou esclaves sexuels. Leurs écoles sont également détruites les privant de l'accès à l'éducation. C'est dans le Nord-Kivu, la région du Kasai, le Sud-Kivu et l'Ituri que la majorité de ces violations des droits des enfants ont été enregistrées.

Les données que je viens de vous présenter ne reflètent hélas pas l'ampleur du phénomène. En raison de contraintes logistiques et sécuritaires sur le terrain et de ressources humaines et budgétaires limitées, les violations sont fortement sous-documentées dans le pays en général et particulièrement dans la région des Kasai. Je sais que dans sa contribution Joseph va également vous parler des problèmes qu'endurent les enfants au jour le jour en RDC.

Nous allons maintenant nous rendre à Goma où je passe la parole au Commandant Adil Essherir afin qu'il nous fasse le point sur la situation sécuritaire.

**Porte-parole militaire par intérim de la MONUSCO [Commandant Adil Essherir] :** Merci Madame Florence, Bonjour à tous. Les principales informations de la semaine concernent l'embuscade tendue à un convoi onusien le 27 janvier 2018 au Sud-Kivu et la situation sécuritaire dans la province du Nord-Kivu et dans le territoire de Beni.

Un convoi de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) a été la cible d'une embuscade tendue par des présumés éléments Mayi Mayi, le 27 janvier 2018 à Lulimba (96 km sud-ouest de Baraka) au Sud-Kivu.

Au cours de cette attaque, un (01) soldat de la paix du bataillon pakistanais a perdu la vie et un (01) autre a été blessé. Treize (13) assaillants ont également été tués et deux (02) autres blessés.

La MONUSCO a déployé des hélicoptères d'attaque dans la région et a actionné des détachements d'intervention rapide permettant ainsi de repousser cette agression et l'extraction du convoi. En outre, le soldat blessé a été évacué par voie aérienne vers Goma pour recevoir un traitement approprié.

La Force de la MONUSCO réitère sa détermination à continuer à œuvrer pour la paix, conformément à son mandat, et elle prendra les mesures nécessaires et appropriées pour répondre à cette attaque lâche.

Par ailleurs, des attaques interethniques, des pillages, et des enlèvements perpétrés par des groupes armés continuent d'être signalés dans les territoires de Lubero, Rutshuru et Walikale dans la province Nord-Kivu.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org) ; tél +243 81 70612 13



## Organisation des Nations Unies

La MONUSCO continue d'engager les autorités étatiques et provinciales afin qu'elles prennent des mesures de rapprochement communautaire pour instaurer la paix entre les communautés, tout en essayant d'assurer la sécurité de diverses communautés, villages et segments de la société.

En parallèle, les troupes onusiennes déployées dans ces zones ont intensifié leurs opérations en projetant des patrouilles et des déploiements robustes pour assurer la protection des civils. En outre, des bases opérationnelles temporaires et des patrouilles de longue durée ont également été actionnées au niveau des endroits touchés.

Dans le territoire de Beni, la Force de la MONUSCO poursuit son support aux Forces Armées de la République démocratique du Congo (FARDC) dans leur lutte contre les éléments des Forces démocratiques alliées (ADF).

C'est dans ce contexte que des détachements d'intervention ont été engagés en appui aux FARDC suite à des attaques aux environs des localités d'Opira et de Linzo (l'axe Mbau-Erengeti) permettant ainsi de repousser ces incursions.

Enfin, la Force de la MONUSCO reste proactive dans cet espace, et par son action quotidienne, elle assure la protection des civils dans ce secteur en contenant la menace ADF loin des zones habitées, en coordination avec ses partenaires des FARDC. Je vous remercie.

**Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal]** : Merci Commandant. Retrouvons maintenant Joseph Mankamba qui va nous présenter les actualités de l'équipe de pays.

**Représentant de l'équipe-pays des Nations Unies [Joseph Mankamba]** : Merci Florence, bonjour à tous. Commençons l'actualité de ce jour par vous annoncer le début, depuis hier mardi 30 janvier 2018, de la première visite de terrain de la Coordinatrice humanitaire de la République démocratique du Congo. Madame Kim Bolduc a choisi les provinces du Kasai, Kasai Central, Nord-Kivu et Tanganyika pour cette première étape avec, dans sa suite, son adjoint tout récemment nommé en RDC et des chefs d'agences et organisations humanitaires.

Durant les six jours de terrain, la coordinatrice humanitaire visitera les personnes déplacées dans divers sites ainsi que des projets d'assistance en cours d'exécutions. Les rencontres avec les communautés humanitaires des provinces visitées permettront à Mme Bolduc de se faire une idée sur la situation humanitaire actuelle du pays.

Parlons à présent de cette alerte du Fonds de Nations Unies pour l'Enfance, UNICEF, faisant état de plus de 800 000 enfants déplacés suite à la violence au Tanganyika et Sud-Kivu, à partir de juillet 2016. Ces provinces ont été le théâtre des violences interethniques et des affrontements entre l'armée régulière et des groupes armés. Cette situation place la RDC face à l'une des plus grandes crises de déplacement d'enfants dans le monde.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org) ; tél +243 81 70612 13



## Organisation des Nations Unies

L'UNICEF souligne que des centaines de milliers d'enfants dans la région n'ont plus accès aux soins de santé et à l'éducation. Certains enfants sont également recrutés pour se battre dans les rangs des forces et groupes armés.

L'UNICEF et ses partenaires ont également identifié plus de 800 cas d'abus sexuels, bien que l'ampleur réelle de la violence sexuelle perpétrée contre les enfants soit considérée comme beaucoup plus importante.

Les provinces du Sud-Kivu et de Tanganyika ont aussi connu beaucoup d'autres dégâts dont le dysfonctionnement et ou la destruction de plusieurs centres de santé et écoles. A côté du risque accru de l'insécurité alimentaire faute d'accès aux champs, des milliers d'enfants risquent de souffrir de malnutrition sévère. Il faut ajouter que ces deux provinces ont aussi enregistré, durant la même période, plus de 18 250 cas de choléra, soit deux fois plus que toute l'année 2016, et 18 000 cas suspects de rougeole.

L'UNICEF a besoin de 65 millions de dollars américains pour sa réponse dans les six prochains mois en faveur de ces enfants et demande à toutes les parties impliquées au conflit, de garantir l'accès humanitaire aux personnes qui ont un besoin urgent d'assistance.

Par ailleurs, il lui faut 268 millions de dollars américains pour apporter en 2018 une assistance humanitaire à 7,9 millions d'enfants à travers toute la République démocratique du Congo.

La hauteur exceptionnelle de cet appel financier met en évidence à quel point les enfants congolais souffrent des conséquences des conflits et des épidémies.

Vous lirez plus des détails sur ces annonces de l'UNICEF dans les communiqués de presse qui vous seront remis à l'issue de cette conférence.

Avant de terminer, nous vous présentons la situation du choléra à Kinshasa au 28 janvier 2018 en vous annonçant une tendance à la baisse du nombre des cas et des décès depuis le 15 janvier dernier. Au 28 janvier, 11 nouveaux cas ont été enregistrés dans les unités de traitement de Luka et Pakadjuma.

Le nombre total de cas notifiés depuis le début de l'épidémie, en décembre 2017, est de 894 dont 38 décès. Depuis le début de l'année 2018, un total de 882 cas dont 15 décès ont été enregistrés. Vingt-deux malades sont actuellement hospitalisés.

Il sied de noter que l'équipe engagée dans la riposte contre le choléra à Kinshasa fait face à un certain nombre des défis ; notamment :

- La collecte des informations, l'harmonisation des circuits de collecte des informations ;
- La prévention de la propagation géographique de l'épidémie ;
- Le curage des rivières, caniveaux et égouts.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org) ; tél +243 81 70612 13



## Organisation des Nations Unies

En réponse à une question posée la semaine passée sur le planning élaboré pour intervenir efficacement dans la riposte aux épidémies qui frappent la RDC, il est important de noter que la responsabilité d'élaboration du plan de réponse aux épidémies revient en premier lieu au Gouvernement congolais. Les Nations Unies et les organisations non gouvernementales viennent en appui pour la concrétisation de ce plan.

Parlant du choléra à Kinshasa, par exemple, l'OMS et les autres partenaires travaillent en étroite collaboration avec la Division provinciale de la santé pour la gestion, le contrôle et la prévention de l'épidémie du choléra dans la ville-province. Cet appui est à la fois technique, logistique et financier pour répondre aux besoins les plus urgents y compris l'expertise technique requise dans la prise en charge des cas, la surveillance à base communautaire pour détecter les cas de choléra dans la communauté, l'appui à la communication du risque, la mobilisation sociale et l'engagement des communautés ainsi que les activités d'eau, hygiène et assainissement.

Et pour ce qui est de la malnutrition, il faut, à titre illustratif, noter qu'il existe quelques interventions directes de nutrition à haut impact pour prévenir et traiter la malnutrition. C'est notamment :

1. Promouvoir les pratiques adéquates de nutrition, dont l'allaitement maternel,
2. Accroître l'apport en minéraux et vitamines, dont la supplémentation en vitamine A des enfants de 6 à 59 mois,
3. Apport en micronutriments à travers la fortification alimentaire

Ces interventions devraient prioritairement avoir lieu durant les 1 000 premiers jours de vie, c'est-à-dire de la grossesse au deuxième anniversaire de l'enfant. Merci de votre attention !

### Question 1

**Charly Kasereka /VOA (Goma) :** Je reviens sur vos propos où vous avez dit que la MONUSCO est pour le respect global de l'Accord de la Saint Sylvestre. J'aimerais savoir si vous continuez toujours à croire en cet Accord alors que nous sommes en 2018. L'Accord qui devait être respecté en 2017. Ou soit la MONUSCO veut accompagner une transition en attendant, bien sûr, les élections apaisées comme vous, vous le souhaitez.

**Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] :** En effet, je l'ai dit au commencement de cette conférence de presse, la MONUSCO demeure engagée à soutenir les principes de l'Accord du 31 décembre. Le Secrétaire général des Nations Unies l'a également rappelé tout récemment à Addis-Abeba lorsqu'il participait au Sommet de l'Union Africaine. Et puis, je tiens à vous rappeler aussi que notre soutien à la mise en œuvre de l'Accord du 31 décembre est l'une des deux grandes priorités que nous donne le mandat du Conseil de Sécurité avec la résolution 2348.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org) ; tél +243 81 70612 13



## Organisation des Nations Unies

Oui, je suis d'accord avec vous. On peut constater que la mise en œuvre de l'Accord reste partielle. Mais on peut également constater qu'il y a eu des avancées non négligeables récemment dans la mise en œuvre de cet Accord avec les préparatifs électoraux, la publication du calendrier que nous appelions depuis plusieurs mois, la poursuite de l'enrôlement, la promulgation de la révision de la loi électorale, par exemple. Donc, ça c'est un premier volet, celui d'aller vers l'organisation des élections.

Le second volet de la mise en œuvre de l'Accord, c'est celui des mesures d'accompagnement qui vont créer toutes les conditions qui vont favoriser le déroulement d'élections crédibles dans un climat apaisé. Donc, ces mesures de décrispation c'est la libération des prisonniers politiques, c'est le respect des droits et libertés fondamentales. Oui, nous restons fermement engagés à soutenir cet Accord qui est la seule voie pour régler les défis politiques auxquels la République démocratique du Congo fait face.

Nous pensons aussi que toutes les parties prenantes devraient renouer le dialogue et se retrouver dans cet esprit de dialogue et de compromis qui avait prévalu lors de la signature de l'Accord du 31 décembre 2016. Alors, ce soutien des Nations Unies à cet Accord, évidemment, ne sera pas suffisant. Il doit s'accompagner également de garanties de la part de nos partenaires à la fois régionaux et internationaux.

### Question 2

**Helvira Phanzu /Radio Télé La Louange : Florence, l'UDPS a prévu une manifestation le vendredi 16 février 2018 pour commémorer le 26<sup>e</sup> anniversaire de la marche des chrétiens à Kinshasa. J'aimerais savoir si la MONUSCO va observer cette manifestation, comme d'habitude, pendant que la vie de la population est en danger ou la MONUSCO va faire autre chose plutôt qu'observer afin de protéger la population civile comme l'indique son mandat.**

**Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] :** La MONUSCO va déjà, dans un premier temps, rappeler que le droit de manifester est inscrit dans la Constitution congolaise. Mais au même moment, nous rappelons que ce droit doit s'exercer sans violence à la fois de la part des organisateurs et de la part des forces de sécurité qui encadrent les manifestations. Cela, c'est la première chose.

Ensuite, comme vous l'avez dit dans votre question, est-ce que vous allez encore observer ? Oui, il y a de grandes chances que nous observions encore. Cela entre dans notre mandat. Il nous est demandé d'effectuer le monitoring de la situation des droits de l'homme pour constater et dénoncer les violations des droits de l'homme.

Donc, ce sont les termes exacts de la Résolution 2348. Je voudrais insister sur le fait que la présence de la MONUSCO sur le terrain répond à une préoccupation permanente de maintenir un climat apaisé et de dissuader toute violence dans le seul souci du bien-être des populations congolaises.

### Question 3

**Albert Omba / Numerica TV: Mme Marchal, le Président de la République, au cours de sa dernière conférence de presse, a émis des réserves quant à l'action de la MONUSCO sur le**

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org) ; tél +243 81 70612 13



## Organisation des Nations Unies

terrain depuis son arrivée ici au pays. Est-ce que la mission onusienne a un commentaire à faire par rapport à cette réserve.

**Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Alors, il s'agit des propos du président de notre pays hôte et vous comprendrez bien qu'il ne m'est pas possible de les commenter littéralement. Mais je peux toutefois vous assurer que nous poursuivons notre travail ici au quotidien en République démocratique du Congo en application des résolutions du Conseil de sécurité, en accompagnement du Gouvernement congolais et ceci au bénéfice des populations de ce pays.

M. Guterres a également été interrogé à ce sujet lorsqu'il se trouvait à Addis-Abeba en début de semaine, au sommet de l'Union Africaine et il a indiqué que les Nations Unies feront de leur mieux pour que les conditions permettant d'aller vers les élections avant la fin de l'année soient remplies. Tout cela dans le respect de la Constitution. Il a fait allusion à la mise en œuvre des mesures de confiance dont la libération des prisonniers politiques et le respect du droit à manifester.

### Question 4

**Venant Vudisa / RTNC :** Florence, je ne sais pas si dans la salle il y a quelqu'un de la Division électorale de la MONUSCO. La machine à voter c'est une innovation. A peine introduite dans notre pays, [elle] pose déjà problème sur le plan crédibilité. Quelques-uns croient que c'est une façon de camoufler certaines situations. Je n'entre pas dans les détails. Mais pour vous, pour la Division électorale qui êtes à la CENI, quelle crédibilité accordez-vous à cette machine ?

**Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Comme vous le savez, l'organisation des élections revient à la Commission et elle est de la responsabilité totale de la Commission électorale nationale indépendante qui fait les choix qu'elle considère être les meilleurs pour pouvoir mener le pays vers les élections.

Et vous le savez aussi, nous l'avons indiqué à plusieurs reprises, les Nations Unies sont prêtes à apporter un soutien aux opérations électorales à venir dans le respect du calendrier qui a été annoncé le 5 novembre dernier. Et ce soutien a aussi pour objectif de faire en sorte que le calendrier puisse être respecté.

Donc, nous ferons tout notre possible, et c'est aussi le sens de ce que M. Guterres a dit en début de semaine, pour que des élections réalistes et crédibles puissent se tenir comme prévu par le calendrier électoral.

### Question 5

**Jackson Mutshima / RTNC (Goma):** Ma question c'est par rapport aux chiffres donnés concernant la violation des droits des enfants. J'aimerais savoir qu'est-ce que l'Unicef avec

---

#### Contacts :

**MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org) ; tél +243 81 70612 13



## Organisation des Nations Unies

toutes les Nations Unies vont faire pour qu'on puisse réduire ce chiffre en 2018 mais également savoir qu'est-ce qui justifie cette montée en flèche de ces chiffres en 2017 ?

**Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Je vais devoir apporter une précision. Les chiffres que je vous ai donnés concernent les chiffres de la MONUSCO qui travaille sur les enfants dans le contexte des conflits armés en République démocratique du Congo. Mon voisin et collègue qui représente l'équipe de pays vous a donné des chiffres plus globaux sur la situation des enfants en général en République démocratique du Congo, pas seulement ceux qui sont affectés par les conflits armés.

Ce qu'on va continuer de faire c'est faire de la prévention, en ce qui concerne les enfants dans les conflits armés, donc faire de la sensibilisation pour éviter que les groupes armés ne recourent aux enfants, un travail de terrain et de sensibilisation. Ensuite, il y a un travail d'accompagnement des enfants qui sortent de ces groupes armés et que l'on aide à réintégrer dans la vie et à qui on donne une chance pour qu'ils puissent enfin vivre leur vie d'enfant et ensuite d'adulte dans des conditions normales.

En ce qui concerne l'équipe de pays, peut-être que Joseph va apporter quelques précisions supplémentaires.

**Représentant de l'équipe de pays des Nations Unies [Joseph Mankamba] :** Merci Florence. Tout ce que je peux dire, c'est que la cause de la hausse des chiffres, c'est, comme l'a dit Florence, la recrudescence des conflits actuellement à travers le pays qui a fait que les enfants puissent subir autant d'affres.

Mais ce que je peux dire en ce que concerne le travail que l'Unicef fait actuellement en attendant le financement qui est recherché pour le plan des six prochains mois, dans le cadre de son programme de réponse à l'urgence au Tanganyika et au Sud-Kivu, l'Unicef apporte un appui multi sectoriel d'abord aux personnes déplacées. Et parmi ces personnes déplacées, il y a aussi les enfants, cela par le biais entre autre de la vaccination, la prise en charge des enfants malnutris, la distribution des kits scolaires et récréatifs et la formation à l'éducation à la paix. La protection et la prise en charge psychosociale des enfants affectés par la violence, blessés ou non accompagnés.

Voilà le travail qui est en train d'être fait, aussi comme Florence l'a dit, en appui à d'autres structures et d'autres organisations tant nationales qu'internationales acquises à la cause de l'enfant.

### Question 6

**Mireille Mpoyi / Agence International de Communication et Médias :** Ma question est de savoir quel est le plan de la MONUSCO par rapport à la situation de Kakenge au Kasai où il y a eu 9 morts ?

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org) ; tél +243 81 70612 13



## Organisation des Nations Unies

**Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal]** : Comme vous le savez, l'année dernière, suite à l'émergence des conflits dans le Kasai, la MONUSCO a renforcé sa présence en installant un bureau là-bas. On a déployé des forces, des représentants de la Force, des représentants de la Police et du personnel civil. Nous sommes présents sur le terrain aux côtés des agences, fonds et programmes des Nations Unies qui également font un travail formidable dans le Kasai notamment par rapport à la question de l'insécurité alimentaire.

Pour le cas précis auquel vous avez fait allusion, je ne peux pas vous dire exactement. Il n'y a pas une réponse pour chaque cas. Mais en tout cas, nous sommes présents sur le terrain. Nous sommes engagés avec les communautés sur le terrain afin qu'il y ait un dialogue entre les communautés et afin que la paix puisse revenir dans cette partie du pays.

Il y a des progrès mais qui sont encore limités, je suis d'accord avec vous et donc nous allons continuer notre travail dans le Kasai. Mon collègue y a fait allusion aujourd'hui. La première visite du coordonnateur humanitaire en RDC est notamment dans le Kasai. C'est une partie du territoire qui nous préoccupe et pour laquelle nous essayons de faire de notre mieux une fois encore pour protéger les populations civiles mais aussi pour que les communautés puissent parler entre elles et ainsi s'engager sur la voie de la paix.

### Question 7

**Kamanda Wa Kamanda / RFI** : Je parle plutôt de la protection des civils, rôle qui revient à la MONUSCO. Hier dans la nuit, il y a eu une tentative d'attaque d'un couvent de religieuses à Limete sur la 8<sup>e</sup> rue. Cela démontre à quel niveau la sécurité des prêtres catholiques en République démocratique du Congo est menacée. Parce que ma consœur a parlé de Kakenge, à Kakenge également les prêtres sont menacés. Et Kakenge, on sait que c'est le fief d'un grand cadre du parti au pouvoir. Quelle est la réaction de la MONUSCO ? On sait qu'elle est intervenue hier à Limete mais qu'est-ce qu'elle peut dire à propos de cette situation qui se détériore ?

**Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal]** : C'est vrai. Nous l'avons constaté sur le terrain. Le nombre de groupes armés est en constante progression. Nous avons-nous-mêmes perdu un casque bleu samedi dernier dans la province du Sud-Kivu qui est tombé dans une embuscade tendue par des groupes armés.

Oui, effectivement nous faisons comme vous, le constat qu'on assiste à une situation qui est compliquée d'un point de vue sécuritaire, compliquée pour la protection des civils. C'est ce que nous faisons, c'est que nous mettons en œuvre avec notre mandat de protection des civils. Il s'agit, si je vous renvoie à la résolution [2348], d'assurer une protection efficace et dynamique des civils se trouvant sous la menace des violences physiques, notamment en dissuadant et en empêchant les groupes armés et les milices locales de commettre des violences contre la population ou en intervenant pour y mettre fin.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org) ; tél +243 81 70612 13



## Organisation des Nations Unies

Chaque fois que cela est possible, dans la limite de nos ressources disponibles, nous intervenons pour protéger les civils. J'insiste aussi sur le fait que c'est dans les limites de nos ressources possibles. Vous savez, la République démocratique du Congo est un très grand pays. Nous devons faire des choix sur les endroits où nous nous positionnons même si nous sommes en train de travailler actuellement pour avoir une force beaucoup plus flexible, beaucoup plus agile et pouvant se déployer plus rapidement. On est en train d'introduire le concept de protection des populations civiles par projection avec des bataillons rapidement déployables qu'on pourrait envoyer lorsqu'il y a urgence rapidement vers la zone où il y a des urgences.

Ça aussi, cela fait partie des concepts qui ont été présentés par le Secrétaire général au sommet de l'Union africaine en début de semaine à Addis. Voilà en quelques mots la réponse que je pouvais donner à votre question.

### Question 8

**Victoire Muliwavio / Blessing FM et Emergence Plus(Goma) : C'est par rapport à une question d'actualité qui semble être jetée dans les oubliettes de l'histoire. La présence des ex-rebelles sud soudanais cantonnés à Munigi. La société civile signale que tous les agents des Nations Unies sont déjà partis et laissent cet endroit-là à ces rebelles, choses qui causent un danger pour la population locale. Bien sûr, ils sont là à la demande du gouvernement mais, vous êtes là la MONUSCO, en train de les appuyer.**

**Peut-être un deuxième volet de la question, votre appui est inépuisable, n'arrivera-t-il pas un jour que votre appui soit insuffisant ? Est-ce que la MONUSCO peut rassurer la population de Munigi qui vit la peur au ventre suite à ce délaissement de ces ex-rebelles sud-soudanais ?**

**Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Concernant les ex-combattants soudanais, les informations que j'ai en ma possession indiquent qu'ils sont encore dans le camp de Munigi dans le Nord-Kivu. Il y en a 388 à la fin décembre qui s'y trouvaient toujours. 239 à ce moment-là étaient déjà partis vers des pays tiers qui leur avaient déjà délivré des visas. Ils sont partis vers les Etats Unis d'Amérique par exemple, l'Ethiopie et ou encore le Kenya.

Il est aussi important de signaler, pour répondre à votre préoccupation, pour rassurer les populations que le service de la lutte anti mines des Nations Unies a détruit et éliminé les armes et les munitions remises par ces ex-combattants qui sont donc dans nos installations sans armes.

La MONUSCO poursuit les consultations avec les ambassades afin de trouver des solutions pour les 388 ex-combattants qui sont toujours sous sa garde à Goma. La MONUSCO leur fournit des rations, et lorsqu'une solution pourrait être trouvée, elle prendra en charge les frais de voyage vers les pays d'accueil.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org) ; tél +243 81 70612 13



## Organisation des Nations Unies

Pour rappel, ces éléments du Mouvement de l'armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition ont été désarmés avant leur exfiltration pour des raisons humanitaires du parc national de la Garamba en août 2016. Ils déclarent avoir renoncé à la violence et ont exprimé le souhait d'un retour à la vie civile.

La MONUSCO continue à travailler sur ce dossier et à être en contact avec les ambassades afin de trouver une solution pour les 388 ex-combattants qui fin décembre se trouvaient toujours à Munigi, dans un camp de la MONUSCO et non pas dans la nature.

### Question 9

**Daddy Songhozo / TV5 Monde: Nous n'avons pas bien perçu la réponse à la question de notre confrère en face, concernant le bilan de la MONUSCO. Moi je parle de bilan, il a parlé de réserves de la part du chef de l'Etat en ce qui concerne ce que la MONUSCO fait en RDC 20 ans après sur le plan sécuritaire pour être précis. La MONUSCO n'a pas réussi à éradiquer un seul groupe armé. Comment réagit la MONUSCO par rapport à sa mission en RDC quand celle-ci est remise en cause ? Merci**

**Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Donc, en ce qui concerne la protection des civils et la neutralisation des groupes armés, comme on l'a dit, il y a encore beaucoup à faire, il y a encore beaucoup de groupes armés. On fait face à des groupes, dans un contexte de plus en plus dangereux, à des groupes qui opèrent différemment, qui nous mettent en danger. Je vous renvoie à l'attaque contre la base de Semuliki début décembre, je vous renvoie aussi à l'embuscade dont nous avons été victimes samedi dernier.

Donc nous opérons dans un contexte de plus en plus dangereux. Et c'est un point sur lequel les Nations Unies dans leur ensemble sont en train de travailler. Nous avons contribué à protéger les populations civiles et à éradiquer certains de ces groupes armés. M. Lacroix interrogé par RFI hier a parlé du M23. On pourrait aussi citer l'opération que nous avons menée conjointement avec les FARDC afin d'empêcher la chute d'Uvira en septembre 2017. La seconde plus grande ville du Sud-Kivu était sur le point d'être prise par des groupes armés, par des Mayi Mayi, et alors nous avons déployé des troupes sur le terrain afin d'éviter toute attaque contre Uvira. Les groupes armés ont alors été repoussés et les populations ont pu continuer à vivre normalement.

Donc, il y a beaucoup de travail à faire, il y a des nouvelles menaces auxquelles nous allons répondre. Je ne sais pas si vous étiez là la semaine dernière, j'ai fait allusion à un rapport qui s'appelle le rapport « Cruz », qui a été commandé par le Secrétaire général des Nations Unies au général Cruz qui avait d'ailleurs servi à la MONUSCO, suite au constat que le nombre de victimes dans les opérations de maintien de la paix était de plus en plus élevé. Et le Général Cruz a rendu son rapport avec des recommandations qu'on a partagées avec vous.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org) ; tél +243 81 70612 13



## Organisation des Nations Unies

La MONUSCO fait partie des missions où ces recommandations vont être mises en œuvre. Il s'agit pour nous, comme je l'ai dit tout à l'heure, d'avoir une Force toujours plus agile, toujours plus mobile toujours plus performante. Il est important qu'on travaille sur l'équipement des casques bleus, sur la formation des casques bleus, et tout ça, évidemment ça nécessite un partenariat entre les Nations Unies, les pays contributeurs des troupes mais aussi les pays donateurs qui financent les opérations de maintien de la paix. Donc voilà la réponse que je pouvais donner à votre question.

### Question 10

**Nicaise Muzany /Afriqueechos.ch :** Lorsque vous êtes mordu, on veut vous rappeler que vous avez des dents et vous n'en faites pas usage, Florence. Je voudrais dire ceci ; je n'aimerais pas que la MONUSCO reçoive tout le temps des pluies de critiques, vous êtes inactive. Il y a une situation en perspective dans le Bandundu, une crise. Une action proactive de la MONUSCO serait indispensable.

**La présence des personnes avec leurs troupeaux à morphologie nilotique, ne parlant aucune langue. Sur les 400 et quelques ethnies de la RDC, ces gens-là avec leurs troupeaux n'en connaissent aucune. Vous ne voyez pas une crise en perspective comme celle que nous avons connue au Kasai, et qui pourrait éventuellement empêcher les élections en 2018. Ça sera un subterfuge. Est-ce qu'une action proactive est possible pour la MONUSCO ?**

**Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Comme vous, j'ai un petit peu entendu parler de ces troupeaux. C'est un constat et on n'en a parlé ici avec des collègues, donc c'est une situation dont nous sommes tout à fait conscients ; Et si nécessaire, une action sera prise, voilà ce que je peux répondre.

### Question 11

**Saïd Abas Majid /Amina News (Goma):** Florence, je voudrais un peu revenir en arrière par rapport à ce qui a été dit. Vous manifestez toujours la volonté d'accompagner les élections en RDC, à l'horizon décembre 2018. Mais la résolution 2348 dit que le mandat de la mission c'est pour le 31 mars 2018. Par quel mode vous serez en train d'accompagner ces élections ?

**Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] :** En effet, comme vous le dites la résolution 2348 du Conseil de sécurité indique que le mandat de la MONUSCO est prorogé jusqu'au 31 mars prochain mais des discussions sont en cours pour son renouvellement. Vous le savez les opérations de maintien de la paix tiennent leur mandat du Conseil de sécurité des Nations Unies. C'est lui qui décide en accord avec les pays hôtes d'établir une mission dans un pays donné, c'est aussi lui qui fixe le mandat, autrement dit la feuille de route des missions une fois qu'elles sont installées et enfin, c'est lui qui décide de mettre fin à une opération quand il considère que toutes les conditions sont réunies à cet effet.

Donc au quotidien notre travail n'a qu'un objectif : Parvenir à une paix durable et au développement du pays et en conséquence au départ de la Mission. Mais ce départ une fois encore c'est le Conseil de

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org) ; tél +243 81 70612 13



## Organisation des Nations Unies

sécurité qui décidera ou non de renouveler notre mandat. Une équipe des membres permanents du Conseil de sécurité était en République démocratique du Congo la semaine dernière afin d'avoir des discussions à la fois avec la MONUSCO et le gouvernement congolais sur le renouvellement de son mandat.

Donc pour l'instant c'est notre hypothèse de travail, on nous avait donné l'année dernière le mandat de protection des civils et de soutien à la mise en œuvre de l'accord du 31 décembre 2016 et du processus électoral. Nous continuons à travailler sur cette feuille de route en attendant de voir comment cette feuille de route sera actualisée d'ici à la fin du mois de mars.

### Question 12

**Alain Muzi / Radio ECC : Parlons du sommet de l'UA ; Ici est filtré un souhait que les forces de l'ONU en Afrique soient exclusivement composées des contingents africains. Croyez-vous que ça serait aussi résoudre l'efficacité de la MONUSCO s'il y a des casques bleus africains qui interviennent dans les pays africains ?**

**Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Alors, il faut replacer cela dans un contexte un petit peu plus global. C'est important à ce moment de la conférence de vous indiquer qu'au sommet d'Addis-Abeba, il y a eu la signature d'un partenariat entre les Nations Unies et l'Union africaine. Et à ce moment-là, le Secrétaire général, suite à la signature de ce partenariat, a indiqué que la communauté internationale ne trouvera pas la paix et la sécurité si l'Afrique n'est pas capable de gérer non seulement ses conflits mais surtout de faire de la prévention et de trouver une solution à ses conflits.

« Nous serons » dit-il, « à côté de l'Union africaine en respectant le leadership africain dans la solution des problèmes africains pour aider dans cette direction ». Ça c'est le contexte plus général, c'est le contexte auquel nous faisons référence fréquemment en disant que nous sommes ici pour accompagner le gouvernement mais aux côtés des partenaires et que nous souhaitons avoir un partenariat fort avec l'Union africaine. Donc ça c'est pour le contexte global.

Concernant la Force, j'y ai fait allusion tout à l'heure, il y a une réflexion actuellement sur une réforme des opérations de maintien de la paix. Il y a eu le rapport du général Cruz et la réflexion continue. Les orientations que souhaite donner le Secrétaire général, c'est d'abord qu'il y ait des mandats qui soient plus forts, qu'on ait des mandats clairs. Souvent les mandats des opérations de maintien de la paix sont un petit peu compliqués, donc du coup ils sont difficiles à mettre en œuvre.

Il insiste aussi sur le fait quand il y a eu les propos auxquels vous faites allusion, sur le fait que parfois les opérations de maintien de la paix ne sont pas nécessaires, il faut des opérations d'intervention et là je crois qu'il faisait plus allusion à la situation actuellement concernant la région du Sahel, le fameux « G5 Sahel » mais je ne veux pas entrer là-dedans parce que cela ne concerne pas la MONUSCO.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org) ; tél +243 81 70612 13



## Organisation des Nations Unies

Donc il faut replacer tout cela dans un contexte plus global, avoir des mandats plus clairs, avoir les moyens de mettre en œuvre nos mandats, j'y ai fait référence tout à l'heure avec de l'équipement, avec des formations qui sont plus solides et ensuite arriver à fédérer à la fois le Conseil de sécurité, les pays contributeurs des troupes et les pays donateurs autour de tout ça.

Voilà, il est un peu plus de midi, c'est la fin de cette conférence de presse, merci de l'avoir suivie, à la semaine prochaine.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org) ; tél +243 81 70612 13